



Crise ecológica, capitalismo, altermondialismo. Un point de vue eco-socialiste

Michael Löwy – Diretor de pesquisas em ciências sociais do Centre National des Recherches Scientifiques (CNRS), e professor da Université Paris XIII e École des Hautes Études en Sciences Sociales, em Paris, França.

Resumo

A crise ecológica, e particularmente o aquecimento global, está se tornando, muito rapidamente, uma grande ameaça para a humanidade. As soluções capitalistas propostas – os tratados de Kyoto, por exemplo – são totalmente incapazes de confrontar o assunto. O Eco-socialismo propõe uma alternativa radical, uma mudança no paradigma da civilização, superando a lógica destrutiva da acumulação capitalista e transformando os padrões estabelecidos de produção e consumo. A luta por tal alternativa começa aqui e agora, em todas as mobilizações que apontam diretamente para um futuro ecológico sustentável; o movimento global de justiça é uma das principais forças engajada nesta luta, reunindo, como nas iniciativas do Movimento Brasileiro dos Sem-Terra, as reivindicações sociais e ambientais.

Abstract

The ecological crisis, and particularly global warming, are becoming, very quickly, a major threat for humanity. The capitalist solutions being proposed – eg the Kyoto agreements – are utterly unable to confront the issue. Eco-socialism proposes a radical alternative, a change in the paradigm of civilisation, overcoming the destructive logic of capitalist accumulation and transforming the established patterns of production and consumption. The struggle for such an alternative begins here and now, in all mobilisations that point towards an ecological sustainable future; the Global Justice movement is one of the main forces engaged in this struggle, bringing together, as in the initiatives of the Brazilian Landless Movement, the social and the environmental demands.

Palavras-chave

Crise ecológica, capitalismo, movimento de justiça global, ecosocialismo.

Keywords

Ecological Crisis, Capitalism, Global Justice movement, eco-socialism.

CRISE ECOLOGIQUE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

La crise écologique planétaire a atteint un tournant décisif avec le phénomène du changement climatique. Premier constat: tout s'accélère bien plus vite que prévu. L'accumulation de gaz carbonique, la montée de la température, la fonte des glaciers polaires et des «neiges éternelles», les sécheresses, les inondations: tout se précipite, et les bilans des scientifiques, à peine l'encre des documents séchée, se révèlent trop optimistes. On penche maintenant, de plus en plus, pour les fourchettes les plus élevées, dans les prévisions pour les dix, vingt, trente prochaines années. A cela il faut ajouter certains dangers, encore peu étudiés, mais qui risquent de provoquer un saut qualitatif dans l'effet de serre et un dérapage incontrôlable du réchauffement de la planète: les 400 milliards de tonnes de CO₂ pour le moment emprisonnés dans le pergélisol (permafrost), cette tundra congelée qui s'étend du Canada à la Sibérie. Si les glaciers commencent à fondre, pourquoi le pergélisol ne fondrait pas lui-aussi ? Il existent peu de scénarios du pire, c'est à dire, si la température dépasse les 2°-3° degrés : les scientifiques évident de dresser des tableaux catastrophiques, mais on sait déjà les risques encourus : montée du niveau de la mer, avec inondation, non seulement de Dacca et autres villes maritimes asiatiques, mais aussi de... Londres et New York. Désertification des terres, à une échelle gigantesque. Manque d'eau potable. Catastrophes « naturelles » (houragans, tsunamis, etc) en série. On pourrait allonger la liste. A partir d'un certain niveau de la température - six degrés par exemple - la terre sera-t-elle encore habitable par notre espèce ? Malheureusement, nous ne disposons pas en ce moment d'une planète de réchange dans l'univers connu des astronomes

Qui est responsable de cette situation, inédite dans l'histoire de l'humanité ? C'est l'Homme, nous répondent les scientifiques. La réponse est juste, mais un peu courte : l'homme habite sur Terre depuis des millénaires, la concentration de CO₂ a commencé à devenir un danger depuis quelques décénies seulement. En tant que marxistes, nous répondons ceci : **la faute en incombe au système capitaliste**, à sa logique absurde et irrationnelle d'expansion et accumulation à l'infini, son productivisme obsédé par la recherche profit .

Quelles sont donc les propositions, les solutions, les alternatives proposées par les « responsables », les élites capitalistes dirigeantes ? C'est peu de dire qu'elles ne sont pas à la hauteur du défi. Parfois elles frisent le ridicule : que dire de la dernière réunion du G8 (juin 2007), cette pompeuse rencontre des puissants de ce monde, qui a solennellement décidé, avec l'accord de George Bush, de l'Union Européenne, du Japon et du Canada - les grands pollueurs de la planète - qu'il fallait « prendre sérieusement en considération » la proposition de réduction des

émissions de CO₂. N'est-ce pas formidable ? D'ailleurs Nicolas Sarkozy s'est bruyamment félicité d'avoir convaincu George W. Bush d'inclure, in extremis, l'adverbe « sérieusement » dans la résolution...¹

Un autre exemple éclairant : la fonte des glaciers arctiques du Pôle Nord se produit bien plus vite que prévu : selon les dernières observations scientifiques, (octobre 2007), on prévoit leur complète dissolution non plus vers 2050 mais vers 2020 ! Elle risque d'avoir des conséquences dramatiques ; d'une part, un effet de feed-back ; tandis que la glace réfléchissait, comme un miroir, la chaleur solaire, la mer ou la terre l'absorbent, intensifiant ainsi le changement climatique ; d'autre part le danger, à terme, d'une montée du niveau de la mer submergeant des pays entiers (un risque réel pour les Pays Bas, selon un rapport de l'Union Européenne). Or, que font les gouvernement limitrofes de la region, USA, Russie et Canada ? Ils se disputent, à coups d'expéditions militaires patriotiques, le tracé des respectives zones de souveraineté, en vue de la future exploitation du pétrole qui git actuellement sous les glaciers...

Et que dire des accords de Kyoto, expression des gouvernement (bourgeois) les plus « éclairés », du point de vue écologique ? Son dispositif central, le « Marché des Droits d'Emission » s'est révélé une opération tragi-comique : les quotas d'émission distribués par les « responsables » étaient tellement généreux, que tous les pays ont fini l'année 2006 avec des grands excédents de « droits d'émission ». Résultat : le prix de la tonne de CO₂ s'est effondré de 20 euros en 2006 à moins d'un euro actuellement... Mentionnons aussi le dernier remède miracle, parrainé par Bush et Lula, mais qui interesse aussi l'Europe : remplacer le pétrole - de toute façon destiné à s'épuiser - par les agrocarburants. Les céréales ou le maïs, plutôt que de nourrir les peuples affamés du Tiers Monde, rempliront les tanks des voitures des pays riches. Selon la FAO (Food and Agriculture Organisation) des Nations Unies, les prix des céréales ont déjà considérablement augmenté, à cause de forte demande des agrocarburants, vouant à la faim des millions de personnes des pays pauvres. Sans parler du fait que la production de ces carburants, qui exige des fertilisants, des pesticides, etc, risque de produire autant de CO₂ que les énergies fossiles.

GRANDEUR ET LIMITES DE L'ÉCOLOGIE

La grande contribution de l'écologie a été - et est encore - de nous faire prendre conscience des dangers qui menacent la planète en conséquence de l'actuel mode de production et de consommation. La croissance exponentielle des

¹ « Le Monde », 9 juin 2007, p. 4

agressions à l'environnement, la menace grandissante d'une rupture de l'équilibre écologique configurent un scénario-catastrophe qui met en question la survivance même de la vie humaine. Nous sommes confrontés à une **crise de civilisation** qui exige des changements radicaux.

Le problème est que les propositions avancées par la plupart des ONGs et par les courants dominants de l'écologie politique européenne sont très insuffisantes ou aboutissent à des impasses. Leur principale faiblesse c'est d'ignorer la connexion nécessaire entre le productivisme et le capitalisme, ce qui conduit à l'illusion d'un «capitalisme propre» ou de réformes capables d'en contrôler les «excès» (comme p.exemple les éco-taxes). Ou alors, prenant comme prétexte l'imitation, par les économies bureaucratiques de commandement, du productivisme occidental, ils renvoient dos-à-dos capitalisme et «socialisme» comme variantes du même modèle - un argument qui a beaucoup perdu de son intérêt après l'échec du prétendu «socialisme réel».

Les écologistes se trompent s'ils pensent pouvoir faire l'économie de la critique marxienne du capitalisme : une écologie qui ne se rend pas compte du rapport entre «productivisme» et logique du profit est vouée à l'échec - ou pire, à la récupération par le système. Les exemples ne manquent pas... L'absence d'une posture anti-capitaliste cohérente a conduit la plupart des partis verts européens - France, Allemagne, Italie, Belgique - à devenir des simples partenaires «éco-reformistes» de la gestion social-libérale du capitalisme par les gouvernements de centre-gauche.

Considérant les travailleurs comme irrémédiablement voués au productivisme, certains écologistes font l'impasse sur le mouvement ouvrier, et ont inscrit sur leur drapeau : «ni gauche, ni droite». Des ex-marxistes convertis à l'écologie déclarent hâtivement «adieu à la classe ouvrière» (André Gorz), tandis que d'autres (Alain Lipietz) insistent qu'il faut quitter le «rouge» - c'est à dire le marxisme ou le socialisme - pour adhérer au «vert», nouveau paradigme qui apporterait une réponse à tous les problèmes économiques et sociaux.

L'ECOSOCIALISME

Qu'est-ce donc l'écোসocialisme ? Il s'agit d'un courant de pensée et d'action écologique qui fait siens les acquis fondamentaux du marxisme - tout en le débarrassant de ses scories productivistes . Pour les écোসocialistes la logique du marché et du profit - de même que celle de l'autoritarisme bureaucratique de feu le « socialisme réel » - sont incompatibles avec les exigences de sauvegarde de l'environnement naturel. Tout en critiquant l'idéologie des courants dominants

du mouvement ouvrier, ils savent que les travailleurs et leurs organisations sont une force essentielle pour toute transformation radicale du système, et pour l'établissement d'une nouvelle société, socialiste et écologique.

Ce courant est loin d'être politiquement homogène, mais la plupart de ses représentants partage certains thèmes communs. En rupture avec l'idéologie productiviste du progrès - dans sa forme capitaliste et/ou bureaucratique - et opposé à l'expansion à l'infini d'un mode de production et de consommation destructeur de la nature, il représente une tentative originale d'articuler les idées fondamentales du socialisme marxiste avec les acquis de la critique écologique.

Le raisonnement écosocialiste repose sur deux arguments essentiels :

1) le mode de production et de consommation actuel des pays capitalistes avancés, fondé sur une logique d'accumulation illimitée (du capital, des profits, des marchandises), de gaspillage des ressources, de consommation ostentatoire, et de destruction accélérée de l'environnement, ne peut aucunement être étendu à l'ensemble de la planète, sous peine de crise écologique majeure. Selon des calculs récents, si l'on généralisait à l'ensemble de la population mondiale la consommation moyenne d'énergie des USA, les réserves connues de pétrole seraient épuisées en **dix neuf jours**.² Ce système est donc nécessairement fondé sur le maintien et l'aggravation de l'inégalité criante entre le Nord et le Sud.

2) En tout état de cause, la continuation du «progrès» capitaliste et l'expansion de la civilisation fondée sur l'économie de marché - même sous cette forme brutalement inégalitaire - menace directement, à moyen terme (toute prévision serait hasardeuse), la survivance même de l'espèce humaine, notamment à cause des conséquences catastrophiques du changement climatique.

La rationalité bornée du marché capitaliste, avec son calcul immédiatiste des pertes et des profits, est intrinsèquement contradictoire avec une rationalité écologique, qui prend en compte la temporalité longue des cycles naturels. Il ne s'agit pas d'opposer les « mauvais » capitalistes écocides aux « bons » capitalistes verts : c'est le système lui-même, fondé sur l'impitoyable compétition, les exigences de rentabilité, la course au profit rapide qui est destructeur des équilibres naturels. Le prétendu capitalisme vert n'est qu'une manoeuvre publicitaire, une étiquette visant à vendre une marchandise, ou, dans les meilleurs des cas, une initiative locale équivalente à une goutte d'eau sur le sol aride du désert capitaliste.

Contre le fétichisme de la marchandise et l'autonomisation réifiée de l'économie par le néo-libéralisme, l'enjeu de l'avenir c'est, pour les écosocialistes, la mise en oeuvre d'une «économie morale» au sens que donnait E.P. Thompson

² M.Mies, "Liberacion del consumo o politizacion de la vida cotidiana", **Mientras Tanto**, n° 48, Barcelone, 1992, p. 73.

à ce terme, c'est à dire une politique économique fondée sur des critères non-monnaïres et extra-économiques : en d'autres termes, la «réintrinsication» de l'économique dans l'écologique, le social et le politique.³

Les réformes partielles sont totalement insuffisantes : il faut remplacer la micro-rationalité du profit par une macro-rationalité sociale et écologique, ce qui exige un véritable **changement de civilisation**.⁴ Cela est impossible sans une profonde réorientation **technologique**, visant au remplacement des sources actuelles d'énergie par d'autres, non-polluantes et renouvelables, telles que l'énergie éolienne ou solaire.⁵ La première question qui se pose est donc celle du contrôle sur les moyens de production, et surtout sur les décisions d'investissement et de mutation technologique, qui doivent être arrachés aux banques et entreprises capitalistes pour devenir un bien commun de la société. Certes, le changement radical concerne non seulement la production, mais aussi la **consommation**. Cependant, le problème de la civilisation bourgeoise/industrielle n'est pas - comme prétendent souvent les écologistes - « la consommation excessive » de la population et la solution n'est pas une « limitation » générale de la consommation, notamment dans les pays capitalistes avancés. C'est le **type de consommation** actuel, fondé sur l'ostentation, le gaspillage, l'aliénation marchande, l'obsession accumulatrice, qui doit être mis en question.

ÉCOLOGIE ET ALTERMUNDIALISME

Oui, nous répondra-t-on, elle est sympathique cette utopie, mais en attendant, faut-il rester les bras croisés ? Certainement pas ! Il faut mener bataille pour chaque avancée, chaque mesure de réglementation, chaque action de défense de l'environnement. Chaque kilomètre d'auto-route bloqué, chaque mesure en faveur des transports collectifs, sont importants ; non seulement parce qu'ils ralentissent la course vers l'abîme, mais parce qu'ils permettent aux gens, aux travailleurs, aux individus de s'organiser, de lutter et de prendre conscience des enjeux du combat, de comprendre, par leur expérience collective, la faillite du système capitaliste et la nécessité d'un changement de civilisation.

C'est dans cet esprit que les forces les plus actives de l'écologie se sont

³ Cf. Daniel Bensaïd, **Marx l'intempestif**, pp. 385-386, 396 et Jorge Riechman, **Problemas con los frenos de emergencia ?**, Madrid, Editorial Revolucion, 1991, p. 15.

⁴ Voir à ce sujet le remarquable essai de Jorge Riechman, «El socialismo puede llegar solo en bicicleta», **Papeles de la Fundación de Investigaciones Marxistas**, Madrid, n° 6, 1996.

⁵ Certains marxistes rêvent déjà d'un «communisme solaire» : voir David Schwartzman, «Solar Communism», **Science and Society**. Special issue «Marxism and Ecology», vol. 60; n° 3 Fall 1996.

engagées, dès le début, dans le mouvement altermondialiste. Cet engagement correspond à la prise de conscience que les grands enjeux de la crise écologique sont planétaires et donc ne peuvent être affrontés que par une démarche résolument **cosmopolitique**, supra-nationale, mondiale. Le mouvement altermondialiste est sans doute le plus important phénomène de résistance anti-systémique du début du XXI^{ème} siècle. Cette vaste nébuleuse, cette sorte de « mouvement des mouvements », qui se manifeste de forme visible lors des Forums Sociaux - régionaux ou mondiaux - et des grandes manifestations de protestation - contre l'OMC, le G 8 ou la guerre impériale en Irak - ne correspond pas aux formes habituelles de l'action sociale ou politique. Large réseau décentralisé, il est multiple, divers et hétérogène, associant syndicats ouvriers et mouvements paysans, ONGs et organisations indigènes, mouvements de femmes et associations écologiques, intellectuels et jeunes activistes. Loin d'être une faiblesse, cette pluralité est une des sources de la force, croissante et expansive, du mouvement.

On peut dire que l'acte de naissance de l'altermondialisme a été la grande manifestation populaire qui a fait échouer la réunion de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) à Seattle en 1999. La tête visible de ce combat était la convergence surprennante de deux forces : *turtles and teamsters*, des écologistes habillés en tortues (espèce en voie de disparition) et des syndicalistes du secteur des transports. La question écologique était donc présente, dès le début, au cœur des mobilisations contre la globalisation capitaliste néo-libérale. Le mot d'ordre central du mouvement, « le monde n'est pas une marchandise », vise aussi, évidemment, l'air, l'eau, la terre, en un mot, l'environnement naturel, de plus en plus soumis à la manimise du capital.

On peut dire que l'altermondialisme comporte trois moments : 1) la protestation radicale contre l'ordre de choses existant, et ses sinistres institutions : le FMI, la Banque Mondiale, l'OMC, le G-8. 2) un ensemble de mesures concrètes, de propositions pouvant être immédiatement réalisées : la taxation des capitaux financiers, la suppression de la dette du Tiers Monde, la fin des guerres impérialistes. 3) l'utopie d'un « autre monde possible », fondé sur des valeurs communes comme la liberté, la démocratie participative, la justice sociale, la défense de l'environnement.

La dimension écologique est présente dans ces trois moments : elle inspire aussi bien la révolte contre un système qui conduit l'humanité à une tragique impasse, qu'un ensemble de propositions précises - moratoire sur les OGMs, développement des transports collectifs gratuits - ainsi que l'utopie d'une société vivant en harmonie avec les écosystèmes, esquissée par les documents du mouvement. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de contradictions, résultant aussi

bien de la résistance de secteurs du syndicalisme aux revendications écologiques, perçues comme « une menace pour l'emploi », que de la nature bornée, et peu sociale de certaines organisations écologiques... Mais une des caractéristiques les plus positives des Forums Sociaux, et de l'altermondialisme dans son ensemble, c'est la possibilité de la rencontre, du débat, du dialogue et de l'apprentissage réciproque de différents types de mouvements.

Il faut ajouter que la mouvance écologique elle-même est loin d'être homogène : elle est très diverse, et contient un spectre qui va des ONG modérées habituées aux pressions du lobbying, aux mouvements combattifs investis dans un travail militant à la base ; de la gestion « réaliste » de l'Etat (au niveau local ou national) aux luttes qui mettent en question la logique du système ; de la correction des « excès » de l'économie de marché aux initiatives d'orientation ecosocialiste. Cette hétérogénéité caractérise d'ailleurs tout le mouvement altermondialiste, même si une sensibilité anti-capitaliste prédomine, surtout en Amérique Latine. C'est raison pour laquelle le Forum Social Mondial, précieux lieu de rencontre - comme l'explique si bien notre ami Chico Whitaker - où différentes initiatives peuvent prendre racine, ne peut pas devenir un mouvement socio-politique structuré, avec une « ligne » commune, des résolutions adoptées par la majorité, etc.

Il est important de souligner que la présence de l'écologie dans le « mouvement des mouvements » ne se limite pas aux organisations écologiques - Greenpeace, WWF, parmi d'autres. Elle devient de plus en plus une dimension prise en compte, dans l'action et dans la réflexion, par différents mouvements sociaux, paysans, indigènes, féministes, religieux (théologie de la libération).

Un exemple frappant de cette intégration « organique » des questions écologiques par d'autres mouvements sociaux est le MST, Mouvement des Travailleurs Ruraux sans Terre du Brésil, qui, avec ses camarades du réseau international *Via Campesina*, sont un des piliers du Forum Social Mondial et du mouvement altermondialiste. Hostile, depuis son origine, au capitalisme et à son expression rurale, l'agro-business, le MST a intégré de plus en plus la dimension écologique dans son combat pour une Réforme agraire radicale, et pour un autre modèle d'agriculture. Lors de la célébration du 20^{ème} anniversaire du mouvement, à Rio (2005), le document des organisateurs précisait : notre rêve c'est « un monde égalitaire, qui socialise ces richesses matérielles et culturelles », un chemin nouveau pour la société, « fondé sur l'égalité entre les êtres humains et les principes écologiques ». Cela se traduit dans l'action - souvent en marge de la « légalité » - du MST contre les OGMs, qui est à la fois un combat contre la tentative des multinationales - Monsanto, Syngenta - de contrôler totalement les sémences,

en soumettant les paysans à sa domination, et une lutte contre un facteur de pollution et contamination incontrôlable des champs. Ainsi, grâce à une occupation « sauvage », le MST a obtenu en 2006 l'expropriation d'un champ de maïs et soja transgéniques de Syngenta Seeds dans l'Etat du Parana, qui est devenu le campement paysan « Terre Libre ». Il faut mentionner aussi leur affrontement avec les multinationales de la pâte à papier, qui multiplient, sur des centaines de milliers d'hectares, des véritables « déserts verts », des forêts d'eucalyptus (monoculture) qui assèchent toute les sources d'eau et détruisent toute diversité biologique. Ces combats sont inséparables, pour les cadres et les activistes du MST, d'une perspective anticapitaliste radicale.

Les cooperatives agricoles du MST développent, de plus en plus, une agriculture biologique soucieuse de la biodiversité et l'environnement en général, et constituent ainsi des exemples concrets d'une forme de production alternative. En juillet 2007, le MST et ses partenaires du mouvement Via Campesina ont organisé à Curitiba (Etat du Parana) une Journée de l'Agroécologie, en présence de centaines de délégués, des ingénieurs agronomes, des universitaires et des théologiens de la libération (Leonardo Boff, Frei Betto).

Bien entendu, ces expériences et ces luttes ne se limitent pas au Brésil, on en trouve, sous des formes différentes, dans beaucoup d'autres pays, pas seulement du Tiers-Monde, et elles constituent une partie significative de l'arsenal combatif de l'altermondialisme et de la nouvelle culture **cosmopolitique** dont il est porteur.

